



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasname AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Aménagement durable - Parcs de stationnement en ouvrage - Délégations de service public - Examen des rapports annuels des délégataires relatifs à l'exercice 2021**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été transformée en Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Cette création a eu pour effet le transfert de compétence relative aux parcs de stationnement de la Ville de Montpellier vers la Métropole.

Conformément à l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires produisent chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ces rapports doivent donner lieu à un examen.

A cet effet, les rapports des délégataires relatifs aux 9 parcs de stationnement portant sur l'année 2021 ont donné lieu à :

- Une communication au Conseil de Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux présidée par Mme Michelle CASSAR en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes présidée par M. Jean-François AUDRIN en date du 5 décembre 2022.

Il est désormais proposé au Conseil de prendre acte de l'analyse des rapports des délégataires :

### **I) Rappel des principales modalités des contrats :**

Les contrats de délégation de service public relatif aux parcs de stationnements relèvent de quatre délégataires différents.

Les parcs de stationnement suivants sont gérés par la SAEML TaM :

- Parcs de stationnement Antigone et Comédie (2014-2023) ;
- Parc de stationnement Corum (2020-2027) ;
- Parc de stationnement Europa (1994-2035) ;
- Parc de stationnement Gambetta (1985-2029) ;
- Parc de stationnement St Roch (2015-2030).

Le délégataire est la SAEML TaM, dont la Métropole est présidente et actionnaire majoritaire à 46.02% aux côtés de la Ville de Montpellier (9.11%) et d'autres actionnaires privés. Le capital de la société inchangé en 2021 s'élève à 4 286 K€. En 2022, la SAEML TaM s'est transformé en SPL avec une actionnariat entièrement public (Montpellier Méditerranée Métropole 68.9%, Ville de Montpellier 31.1%).

Le parc de stationnement du Corum est géré en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events, délégataire du Corum et du Zénith Sud.

- Parc de stationnement Pitot (1991-2056),

Ce parc est géré par la SARL SAPM, filiale à 100% de la société INDIGO.

- Parcs de stationnement Foch-Préfecture et Arc-de-Triomphe (2013-2025)

Ces parcs de stationnement sont gérés par la SAS EFFIA Stationnement, filiale à 100% de la société EFFIA.

Avec ces 9 parcs de stationnement, la capacité globale s'élève à environ 5 270 places.

### **II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué**

#### **1) L'activité**

La crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid-19 a également impacté l'année 2021. Les mesures prises par le gouvernement ont couvert une période plus longue mais ont été moins strictes que celles de l'année 2020.

La fréquentation horaire sur l'année 2021 affiche une hausse (+16.9%) avec une moyenne de 5 636 véhicules / jours ouvrables (contre 4 823 en 2020) mais n'atteint pas la fréquentation de 2019 (7 061 en 2019).

Tous les parkings sont concernés, à l'exception du parc Gambetta perturbé par des travaux, qui affiche une baisse de -6.6%, Comédie (+9.7%) ; Saint Roch (+33.2%) ; Pitot (+42.4%) ; Foch Préfecture (+18%) ; Europa (+21.2%) ; Corum (+28.5%) ; Arc-de-triomphe (+23.8%) ; Antigone (+26.9%).

La fréquentation des abonnés affiche une hausse par rapport à 2020 (+2.3%). Cette stabilité cache des disparités entre parkings.

5 parkings affichent une hausse des abonnés : Saint Roch (+22.7%) ; Europa (+8.9%) ; Corum (+1.3%), Pitot (+3%) et Gambetta (+3.2%).

4 parkings affichent une baisse : Antigone (-1.1%) ; Comédie (-1%) ; Foch Préfecture (-0.8%) et Arc-de-triomphe (-2%).

## 2) L'organisation et la qualité du service public

L'organisation est différente selon les parcs de stationnement.

Les parkings TaM sont gérés avec du personnel présent 24H/24 à l'exception du parking Antigone, géré à distance via le PC Europa.

Les parkings gérés par EFFIA sont depuis 2019 reliés à un centre de pilotage à distance au niveau national, permettant ainsi de répondre aux sollicitations des usagers en dehors des heures de présence du personnel sur chaque site.

Enfin en ce qui concerne la parking Pitot, en dehors des heures de présence du personnel sur site, la télésurveillance du parking est assurée depuis le parking du Triangle.

Les effectifs propres des sociétés sont accompagnés par des effectifs de sociétés sous-traitantes pour les missions de nettoyage, gardiennage et surveillance.

En 2021, TaM a internaliser certaines missions d'agent de parc jusque-là sous-traités, à l'échelle des parkings Comédie, Corum, Gambetta et Europa, cela représente 13 postes. La période d'intégration des nouveaux agents a nécessité le doublement des postes.

La qualité de service est mesurée via des enquêtes de satisfaction, de contrôle qualité et de conformité, des enquêtes « *client mystère* » ; mais également par le suivi des réclamations et la mise en places d'action correctives.

Les points à améliorer sont souvent l'accès, la propreté et la signalétique interne.

L'ensemble des parcs d'EFFIA est certifié ISO 9001 – management de la qualité.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : tri sélectif des déchets, réduction de la consommation énergétique, politique d'achat écoresponsable notamment pour les tickets parking, ...

## 3) La grille tarifaire

Selon l'article L.1411-2 du CGCT, la fixation des tarifs des services publics constitue une prérogative de l'autorité délégante.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, les parcs de stationnement Foch Préfecture, Arc-de-triomphe (EFFIA) ont augmenté leurs tarifs. Les tarifs pratiqués dans les parkings de la société TAM et le parking Pitot (INDIGO) sont quant à eux restés stables en 2021.

### III) Présentation et analyse du compte rendu financier

Les produits d'exploitation s'élèvent à 12 008 K€, soit +17.3%, +1 769 K€ par rapport à l'exercice 2020.

Ils se composent principalement du chiffre d'affaires « *horaires* » (68%) qui s'élève à 8 166 K€ en hausse de 24.5% par rapport à 2020 et des recettes « *abonnés* », (27.5%) également en hausse de 4.3% pour atteindre 3 307 K€, grâce à une fréquentation en hausse de 2.3%.

Les autres recettes pour 515 K€ concernent les places privatives louées ou amodiées (Saint Roch, Foch Préfecture, Pitot, Europa), les recettes publicitaires et les prestations diverses.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 11 315 K€ en hausse de 7.8% soit +822 K€ par rapport à 2020. Elles se composent pour 13% des frais de personnels (1 493 K€), 13.5% de charges communes et frais de structure (1 526 K€), 7% frais de surveillance et gardiennage (796 K€) 7.7% de frais d'entretien et réparations (872 K€), 26% des redevances (2 904 K€) et 14% de dotations amortissements et provisions (1 588 K€).

Des redevances pour un total de 2 681 K€ (contre 2 452 K€ en 2020) soit 25.9% du chiffre d'affaires sont versées à la Métropole et 223 K€ au délégataire Montpellier Events pour le parking Corum subdélégué.

Pour l'exercice 2021, le résultat net s'affiche à hauteur de 48 K€ contre -839 K€ en 2020, soit +887 K€ par rapport à 2020.

Ce résultat est cependant différent selon les parcs de stationnement.

Le délégataire TaM affiche un résultat déficitaire de -262 K€, en hausse de 572 K€ (Corum +119 K€, Gambetta +90 K€, Europa +7.3 K€, Comédie -52 K€, Antigone -104 K€, Saint Roch -322 K€).

Le délégataire EFFIA affiche une hausse de 243 K€ avec un résultat bénéficiaire de 185 K€ (Foch Préfecture 174 K€, Arc-de-Triomphe 11 K€).

Le délégataire INDIGO avec le seul parc Pitot, affiche un résultat bénéficiaire à hauteur de 125 K€, en hausse de 72 K€.

Sur l'année 2021, les dépenses d'investissements s'élèvent à 74 K€ dont 57 K€ pour les parcs de stationnement EFFIA (mise en conformité sécurité incendie, étanchéité, outillage divers) ; 2 K€ pour le parking INDIGO (Pitot) concernant du matériel sécurité ; 16 K€ pour les parcs de stationnement de TaM pour la réalisation de travaux divers (électricité, mobilier, informatiques, ...).

### IV) Conclusion et perspectives

L'année 2022 est encore marquée par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Les différents impacts sur la fréquentation et les résultats des parcs de stationnement seront analysés au cours de l'année 2023.

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par la Métropole a engendré des travaux dans le parking de la Comédie assuré par TaM, qui ont nécessité la prise en compte d'un avenant au cours de l'année 2022. La requalification du tunnel de la Comédie reste à étudier.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte de l'examen de ces rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210596-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- RAD 2021 DSP PARC ANTIGONE.pdf
- RAD 2021 DSP PARC COMEDIE.pdf
- RAD 2021 DSP PARC CORUM.pdf
- RAD 2021 DSP PARC EUROPA.pdf
- RAD 2021 DSP PARC GAMBETTA.pdf
- RAD 2021 DSP PARC PITOT.pdf
- RAD 2021 DSP PARC SAINT ROCH.pdf
- RAD 2021 DSP PARCS FP ADT.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.